



Young Europe Ambassadors pour le Futur de l'Europe

Recommandations politiques

(Traduction Française)



Avant-propos

Dans le cadre de la présidence allemande du Conseil de l'Union européenne 2020, un groupe de jeunes Européens de tous horizons a été invité à discuter des visions des jeunes pour l'avenir de l'Europe avec les 27 ministres des affaires européennes des États membres de l'UE. Le Parlement Européen des Jeunes (PEJ)¹ –*European Youth Parliament* a lancé ce projet avec le soutien du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères.

27 jeunes de 24 pays européens âgés de 18 à 26 ans ont été sélectionnés pour participer au projet en tant que “Young Europe Ambassadors” –*Ambassadeurs de la Jeune Europe*. Par le biais de discussions numériques, entre octobre et novembre 2020, les participants ont développé des positions communes sur divers aspects de l'avenir de l'Europe dans des domaines tels que le climat, l'énergie, l'immigration, la démocratie, la numérisation et la santé. Le groupe était animé par Franziska Maier, ancienne membre du PEJ et doctorante en sciences sociales.

Le fruit de leur réflexion a été compilé dans un document de restitution, présenté et discuté avec les ministres des Affaires européennes des États membres de l'UE. Cette initiative a servi de préparation à la Conférence sur l'Avenir de l'Europe –une initiative majeure à l'échelle de l'UE qui encouragera la participation des citoyens.



¹ Le Parlement européen des Jeunes (PEJ) est l'une des organisations de jeunes les plus importantes et les plus dynamiques d'Europe –actuellement représentée dans 40 pays de l'Europe. Depuis 1987, le PEJ a inspiré des centaines de milliers de jeunes à devenir des citoyens actifs, ouverts d'esprit et tolérants –dans un cadre non-partisan. En tant que programme éducatif entre pairs, le PEJ est bien plus que la somme de ses événements –c'est un écosystème qui offre à ses bénévoles et membres un environnement pour apprendre, grandir et assumer des responsabilités dans une multitude de rôles. Plus d'informations peuvent être trouvées ici: <https://eyp.org/>.



Vision de la politique climatique et énergétique

Young Europe Ambassadors: Sam Van Hoof (BE), Victoria Saad (DE), Benjamin Bienert (FR), Norbert Szépvölgyi (HU), Federico Barbieri (IT), Ema Odra Raščan (SL), Henrique Rosário (PT)

Déclaration : En tant que dernière génération capable de lutter efficacement contre les changements environnementaux au niveau mondial, nous imaginons une Union européenne neutre en carbone où la durabilité serait placée au cœur des politiques et les limites planétaires respectées. Nous pensons que c'est seulement par la coopération des décideurs avec les parties prenantes pertinentes que nous fixerons des objectifs suffisamment ambitieux pour garantir un style de vie digne et équitable à toutes les générations actuelles et futures.

En tant que Young Europe Ambassadors, nous appelons l'UE à :

1. **Prendre le leadership mondial dans la transition vers la durabilité.** Adopter une stratégie pour atteindre les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies et aligner le Green Deal européen sur ses derniers. Utiliser l'influence diplomatique et économique pour promouvoir l'adoption d'accords internationaux ambitieux, en particulier pendant le Congrès Mondial de la Nature de l'UICN, la COP 15 de la Convention sur la Diversité Biologique et la COP26 de la CCNUCC.
2. **Adopter invariablement et de manière consistante la durabilité comme cadre d'élaboration des politiques.** Veiller à ce que toutes les politiques de l'UE soient conformes à ses objectifs environnementaux et suivent une approche écosystémique.² L'élaboration des politiques agricoles et alimentaires semblent particulièrement sujettes à ce manque de cohérence. Nous demandons aux Etats membres et à la Commission d'arrêter la réforme actuelle de la Politique Agricole Commune (PAC) et d'œuvrer à définir une réforme pour une PAC durable.
3. **Assurer la participation des jeunes et des personnes marginalisées dans les processus décisionnels.** Renforcer la collaboration avec les organisations non gouvernementales existantes, la société civile et les instituts de recherche pour permettre à chacun de s'approprier et assumer ses responsabilités dans la transition environnemental et parvenir à une justice climatique.
4. **Sensibiliser davantage les citoyens aux questions d'énergie et de climat.** Les citoyens jouent un rôle clé dans la transition énergétique. Leur éducation est essentielle pour encourager une consommation responsable et réduire la dépendance énergétique de l'UE ainsi que réussir le projet d'Union de l'Énergie.
5. **Interdire tous les articles en plastique à base de pétrole brut et subventionner la recherche et la production de bioplastiques.** Interdire uniquement quelques articles en plastique à usage unique est insuffisant pour s'attaquer au problème massif que représente les déchets et les microplastiques.
6. **Promouvoir un plan de transport ferroviaire à l'échelle européenne.** Le secteur des transports publics dans l'UE manque d'interconnectivité et les déplacements durables ne sont pas suffisamment encouragés.
7. **Mettre en place une gouvernance mondiale efficace et équitable pour protéger les océans et les mers.** Adopter un accord international pour réduire considérablement la pollution des océans et des mers, mettre fin à la surpêche et interdire les activités destructrices des fonds marins.

² L'approche écosystémique est une stratégie de gestion intégrée des terres, de l'eau et des ressources vivantes qui promeut leur conservation et utilisation durable, de manière équitable.



Vision de la politique d'Asile

Young Europe Ambassadors: Sumaya Ahmed Nuur (BE), Ray Finger (DE), Sana Cheema (IE), Fee Kirsch (NL), Jouja Maamri (UK)

Déclaration : Nous voulons une Europe éminemment ambassadrice des droits de l'Homme. Une politique cohérente et efficace est nécessaire pour assurer les libertés et les droits des demandeurs d'asile et des réfugiés. Nous pensons que tous les réfugiés devraient avoir un accès égal aux opportunités accordées aux citoyens européens et que les mineurs non accompagnés devraient bénéficier d'un soutien transitoire pendant les années suivant leur majorité.

En tant que Young Europe Ambassadors, nous appelons l'UE à :

1. **Appliquer une législation européenne humaine et équitable qui soit respectée et mise en œuvre par tous les États membres.** Les promesses actuelles faites par le nouveau pacte européen sur l'asile et la migration, après une absence de nouvelle politique migratoire au cours des 5 dernières années, sont décevantes, en particulier en ce qui concerne le filtrage obligatoire préalable à l'entrée et les procédures de parrainage de retour.
2. **Reconnaître que les plans d'intégration de la [déclaration commune des ministres de l'intérieur de l'UE](#), qui répond aux récents attentats terroristes perpétrés dans toute l'Europe, ne font qu'alimenter la xénophobie et la discrimination à l'égard des réfugiés.** Nous soulignons la nécessité d'un plan d'intégration qui soit conçu, avant tout, comme un moyen pour permettre le respect des droits de l'Homme et non comme une réglementation de défense et sécurité.
3. **Élaborer un plan d'action transnational pour les mineurs non accompagnés (MNA) qui atteignent l'âge de 18 ans au sein de l'UE.** La non-prise en compte des MNA³ dans le système les rends particulièrement vulnérables. Nous exhortons l'UE de faire un effort particulier pour suivre et soutenir les MNA+ dans tous les domaines nécessaires.
4. **Assurer des systèmes de soutien psychologique transfrontaliers.** Face à l'anxiété et aux traumatismes subits par les MNA et les réfugiés, nous demandons à l'UE de fournir un accès rapide et facilité à des professionnels formés.
5. **Intégrer les MNA+ dans les communautés.** Nous appelons l'EU à créer et financer des plateformes de partage de connaissances et de mise en réseau, permettant l'émergence de mentorats et soutiens entre pairs, et d'une intégration professionnels rattachés aux compétences préalablement acquises.

³ Les MNA+ est le groupe constitué par les MNA inclusif des individus âgés de 18 à 25 ans.



Vision de la Démocratie

Young European Ambassadors: Julia Besa (ES), Pauliina Siekkinen (FI), Ifigenia Moumtzi (GR), Rokas Vilys (LT), Emīlija Linda Mendelsone (LV), Filip Augustyniak (PL), Michaela Knoskova (SK)

Déclaration : Nous aspirons à fortifier et à préserver la valeur fondamentale de l'Union européenne - la démocratie. Nous voulons un avenir où l'Europe sera le chef de file mondial en matière d'égalité, de protection des libertés et de coopération. Nous souhaitons une union inclusive qui écoute la voix de ses citoyens de tous horizons, où la jeunesse européenne est une force essentielle pour le changement et où la solidarité et la collaboration aident les plus démunis.

En tant que Young Europe Ambassadors, nous appelons l'UE à:

- 1. Renforcer et développer de nouvelles mesures visant à prévenir les reculs démocratiques dans les États membres de l'UE.** Nous saluons le [règlement sur la conditionnalité de l'État de droit](#) et demandons que l'UE procède rapidement à une évaluation du respect de ses valeurs fondamentales dans tous ses États membres, avec une attention particulière pour la Hongrie et la Pologne.
- 2. Renforcer la confiance dans les institutions européennes.**
 - a. Définir les détails de la Conférence sur l'avenir de l'Europe concernant la sélection des participants et garantir le débat du résultat des conférences dans les institutions européennes,
 - b. Augmenter le financement des initiatives de diplomatie publique de l'UE, telles que les bureaux de liaison et les représentations de la Commission, afin de faire participer et d'informer le public sur les décisions et les réalisations de l'UE,
 - c. Organiser des conférences et des forums de nature informelle et pluraliste, avec des représentants politiques, ouverts au public.
- 3. Développer le programme Erasmus+ permettant aux individus de s'informer sur la citoyenneté européenne par le biais du multiculturalisme.** Encourager les projets éducatifs dans le cadre d'Erasmus+ et des programmes scolaires nationaux des États membres qui favorisent notamment la compréhension mutuelle et la diversité religieuse.
- 4. Lutter contre la montée de la désinformation et de la propagande dans les médias et sur les réseaux sociaux.**
 - a. Étendre le soutien financier aux organismes de vérification des faits et les promouvoir dans tous les États membres,
 - b. Former un groupe de défense à l'échelle de l'UE exigeant des progrès dans la réglementation des médias concernant les contenus haineux et les fausses informations.
- 5. Lutter contre l'extrémisme et la radicalisation sur les réseaux sociaux.**
 - a. Proposer des formations sur les réseaux sociaux, particulièrement sur l'identification et la démystification des discours qui promeuvent le nationalisme extrémiste, l'islamophobie et l'antisémitisme,
 - b. Accroître la capacité de l'UE à mener des enquêtes cybercriminelles en stimulant les ressources financières pour l'échange de connaissances et la coopération entre les agences de renseignement des États membres.



Vision de la politique numérique

Young Europe Ambassadors: Zlatina Ilieva (BG), Laura Unt (EE), Sofia Magopoulou (GR), Andrea Orza (RO), Hannes Ahlvin (SE)

Déclaration : Nous envisageons une Europe de la culture numérique universelle, où tous les citoyens peuvent accéder en toute sécurité aux services essentiels et s'engager dans les processus démocratiques via des modèles de gouvernance électronique. Grâce à une stratégie numérique cohérente, économe en ressources et inclusive, nous pouvons parvenir à une Europe numériquement avancée et compétitive.

En tant que Young Europe Ambassadors, nous appelons l'UE à :

1. **Reconnaître l'accès à Internet comme un droit fondamental.**
2. **Fixer un objectif d'accès universel au numérique et à la culture numérique d'ici 2050.**
3. **Être un leader mondial de la cybersécurité** en approfondissant la coopération des États membres dans le domaine de la cybersécurité grâce à l'échange de bonnes pratiques et d'informations; et en améliorant la connectivité, la gestion des cyber incidents et des crises. L'UE doit œuvrer à l'harmonisation de la législation dans les États membres pour assurer la souveraineté européenne des données et garantir la sécurité des données à caractère personnel qui sont collectées, stockées ou traitées dans l'Union.
4. **Investir dans la main-d'œuvre européenne en :**
 - a. Élaborant un plan d'action visant à garantir les compétences numériques des jeunes arrivants sur le marché de l'emploi,
 - b. Offrir aux employeurs privés et publics des incitations à la requalification numérique de leurs effectifs, y compris des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et de développement professionnel, afin de maintenir la compétitivité des générations plus âgées.
5. **Investir dans le développement de systèmes éducatifs nationaux adaptés à l'ère numérique** et garantir l'égalité d'accès à des outils numériques de qualité à tous les niveaux de l'enseignement.
6. **Mettre en place un système européen commun d'identification et de signature électroniques** comme pierre angulaire de la poursuite de la numérisation de l'administration publique et des processus politiques, tels que le vote électronique, tout en reconnaissant et en remédiant aux inégalités existantes entre et entre les États membres au niveau des progrès numériques de l'administration publique.
7. **Améliorer la capacité des citoyens à participer à la prise de décision locale.** Investir dans les plateformes numériques et soutenir le développement de modèles et de bonnes pratiques.
8. **Soutenir et promouvoir les transformations numériques des entreprises européennes** en allouant des fonds pour soutenir les petites et moyennes entreprises à travers l'Europe. L'UE devrait veiller à ce que les entreprises européennes aient facilement accès aux outils existants tels que l'eIDAS⁴ pour accroître leur compétitivité.
9. **Garantir un accès équitable aux programmes d'aides gouvernementaux quelle que soit la forme d'emploi.** Les entrepreneurs, les free-lancers et les travailleurs temporaires ont souvent des conditions de travail mal adaptées aux programmes gouvernementaux tels que l'aide au chômage, ce qui a été particulièrement mis en évidence par la pandémie actuelle.
10. **Prélever des taxes sur les services rendus dans l'UE au point de consommation** pour assurer une répartition équitable des recettes fiscales.

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014R0910&from=EN>



Vision de la politique de santé⁵

Young Europe Ambassadors: Ana-Marija Tomljenovic (HR), Tereza Fotiadi (CY), Adam Palivec (CZ)

Déclaration : Nous voulons une Europe qui s'efforce d'assurer l'égalité d'accès aux soins de santé pour tous, en se concentrant aussi bien sur la santé physique que mentale. Nous aspirons au développement d'une Europe qui promeut l'e-santé, l'autosuffisance pharmaceutique et se concentre sur le renforcement de l'OMS et des institutions de santé européennes.

En tant que Young Europe Ambassadors, nous appelons l'UE à :

1. **Continuer à rendre les soins de santé et les traitements plus accessibles** en encourageant les soins de santé dans les zones rurales, en diminuant les co-paiements et en favorisant la coopération transfrontalière. La poursuite d'un droit fondamental d'accès aux soins de santé pour tous les citoyens européens devrait être une priorité essentielle.
2. **Renforcer l'autosuffisance en ingrédients pharmaceutiques**, médicaments fondamentaux tout en maintenant et en soutenant les chaînes d'approvisionnement internationales.
3. **Assurer la production de vaccins dans l'UE** ; assurer un approvisionnement suffisant à ses États membres par le biais d'accords d'achat anticipé avec les producteurs de vaccins ; adapter le cadre réglementaire de l'UE à l'urgence actuelle ; accélérer le développement, l'autorisation et la disponibilité des vaccins tout en respectant des normes de sécurité strictes ; définir les groupes prioritaires pour les étapes initiales du déploiement.
4. **Investir dans une recherche de haute qualité** avec la priorisation de l'autosuffisance, le rôle futur des soins de santé publics dans la prévention des maladies et la protection des citoyens.
5. **Soutenir le développement et la mise en œuvre de solutions de santé en ligne telles que la télémédecine.** Souligner l'importance d'inscrire ces solutions et la protection des données personnelles des patients dans la législation.
6. **Encourager les États membres à améliorer l'échange d'informations médicales** afin de renforcer la coopération transfrontalière et l'interopérabilité des solutions de santé numériques.
7. **Coordonner les politiques de santé aux niveaux mondial et européen.** L'UE devrait soutenir l'OMS dans son rôle de leader mondial en mobilisant des financements non contraignants tout en renforçant les institutions de l'UE.
8. **Éliminer la stigmatisation et la désinformation liées aux problèmes de santé mentale.** Fournir de meilleures informations et formations pédagogique sur la santé mentale.
9. **Set up a fund to give out grants to mental health charities to support mental healthcare systems and mental professionals.**
10. **Soutenir tout le monde, et en particulier les travailleurs en première ligne de gestion de la crise du COVID-19**, en assurant l'accès à des soins de santé mentale adéquats face au stress et à l'anxiété supplémentaires rencontrés.
11. **Permettre et promouvoir l'avis d'experts sur les avantages, les risques et l'importance des vaccins COVID-19** grâce à une campagne en ligne unique.
12. **Continuer de jouer un rôle dans la résolution de la pandémie de coronavirus au niveau mondial.** L'UE ne sera en sécurité que si le reste du monde est en sécurité.

⁵ Pour plus d'idées des jeunes sur l'avenir de la politique de santé, veuillez consulter les recommandations politiques produites par le groupe de réflexion sur la santé du PEJ [ici](#).



Avec le soutien de :



Initié par :



La Fondation Schwarzkopf est l'organisation internationale qui chapeaute le Parlement Européen des Jeunes (PEJ).